

L'Humanité *rouge*



*Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !*

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 357

mercredi 29 octobre 1975

VIOLENCES POLICIERES ET LUTTES OUVRIERES

Dans la soirée de lundi, la police s'est livrée à une agression sauvage contre les travailleurs du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) qui manifestaient notamment contre les licenciements tandis que le ministre d'Ornano faisait un discours à l'occasion du 30^e anniversaire du CEA. Après une première charge des CRS, au cours de laquelle des travailleurs ont été blessés, ceux-ci se sont à nouveau regroupés en scandant : «*Au CEA, c'est comme ailleurs, on licencie des travailleurs*». Alors que le ministre venait d'achever son discours, les CRS ont à nouveau chargé. Un travailleur, le visage ensanglanté était même trainé par terre sur plusieurs mètres.

Le même jour, la police agressait les travailleurs de la COMSIP à Rueil, qui occupaient leur entreprise pour s'opposer à plus de 700 licenciements. Quelques jours plus tôt, elle pénétrait dans l'usine Rhône-Poulenc à Vitry.

Face au développement des luttes ouvrières contre les licenciements, la bourgeoisie a recours à la violence de sa police, de ses milices patronales. Elle veut créer la crainte parmi la classe ouvrière, la résignation. Elle espère qu'ainsi les travailleurs hésiteront à occuper les entreprises, à agir. Elle veut briser l'essor du mouvement ouvrier actuel, annonciateur de tempêtes prochaines. Elle se trompe lourdement. Contre les licenciements, les travailleurs sont obligés de lutter. Il y va de leur existence même, de celle de leurs familles. Mais, face à la violence de la bourgeoisie, les travailleurs doivent eux aussi recourir à la violence pour imposer leurs droits, pour défendre leurs luttes. Les travailleurs ont raison de recourir de plus en plus fréquemment à la séquestration des patrons et de leurs chiens de garde.

La séquestration des patrons, cette forme de violence ouvrière qui se développe partout en France, est légitime et efficace.

Parce que c'est juste et efficace, les dirigeants du P.C.F. et de la CGT s'y opposent et calomnient les travailleurs quand ils y ont recours, comme ils l'ont fait à l'égard des ouvriers de Blaireau à Châtelleraut pour ne citer que ce cas. Eux aussi voudraient que la résignation s'empare des travailleurs pour pouvoir leur prêcher les vertus du «Programme commun».

De plus en plus, les ouvriers devront se préparer à faire face aux interventions policières contre les usines occupées. C'est indispensable pour que les grèves ne soient pas brisées. Puisque la bourgeoisie veut imposer le chômage par la violence et se décharger de force de sa crise sur le dos des travailleurs, il est nécessaire de répondre du tac-au-tac à sa violence réactionnaire par une riposte de masse appropriée.

MITTERRAND-MARCHAIS:

BATAILLE POUR LES MAIRIES

Châtelleraut n'aura pas arrangé les choses au sein de ce qu'on appelle encore l'«Union de la gauche». Chaque jour la polémique engagée entre le parti de Mitterrand et celui de Georges Marchais connaît de nouveaux développements.

Dans son éditorial du 28 octobre l'«Humanité» attaque une nouvelle fois François Mitterrand pour son refus d'établir des listes communes pour les élections municipales dans toutes les villes de plus de 30 000 habitants.

On le voit, il ne s'agit pas d'une polémique destinée à renforcer la lutte pour la défense des intérêts essentiels de la classe ouvrière et du peuple. Il s'agit simplement d'une dispute engagée entre deux partis bourgeois pour savoir quel nombre de fauteuils municipaux reviendra à chacun d'entre eux. L'exemple de la ville de Lille que nous abordons en page 8 illustre bien cela. Le Programme commun apparaît donc maintenant comme mort et enterré ou du moins ce qu'il pouvait avoir de crédible pour certains travailleurs. Cela ne veut pas dire que le fantôme de ce programme ne sera pas abondamment utilisé pour duper une nouvelle fois les masses. Car l'Union de la gauche comme solution bourgeoise réformiste destinée à calmer les esprits et à dévoyer un mouvement de masse révolutionnaire n'a pas encore disparue.

(Article en page 8)

Sommaire

- Le comité de grève d'«Orlane»
à Orléans nous écrit p. 2**
- L'Espagne après Franco p. 3**
- Le Parti communiste chinois dénonce
l'expansion du révisionnisme soviétique
en Europe du Sud p. 4**



RENCONTRE DE TRAVAILLEURS EN LUTTE POUR L'EMPLOI

Les 25 et 26 octobre, environ 80 travailleurs représentant plus d'une trentaine d'entreprises, se sont rencontrés à Besançon pour échanger leurs expériences, en débattre, faire un peu le point principalement sur les luttes concernant l'emploi.

Cela en dehors des appareils syndicaux révisionnistes (CGT) et réformistes (CFDT). Notamment les dirigeants de la CGT, refusant que les travailleurs en lutte se rencontrent, bradent les initiatives ou sabotent les luttes par leur politique antiouvrière, et visent à soumettre les travailleurs au programme réactionnaire dit d'«Union de la gauche».

Cette rencontre, dont des militants PSU de Besançon (notamment Charles Piaget) avaient lancé l'idée, a été reprise et élargie par des militants ouvriers et employés (syndiqués et non syndiqués, appartenant ou non à une organisation politique) d'entreprises en lutte ou qui en ont menées récemment. C'est la première fois que des ouvriers(ères), employés, des petites entreprises aux multinationales, de branches aussi diverses que l'imprimerie, la sidérurgie, l'aérospatiale, la confection, la chimie, l'urbanisme, les banques, l'électronique, des «services» publics, de la métallurgie, etc., se rencontraient pour discuter ensemble de problèmes qui nous préoccupent tous.

Trois points étaient à l'ordre du jour :

- 1) Les pratiques démocratiques, c'est-à-dire la participation réelle des travailleurs de l'entreprise à toute la conduite de la lutte.
- 2) Les moyens d'action mis en œuvre pour obtenir le rapport de force en faveur des travailleurs.
- 3) Les stratégies du pouvoir et du patronat, les ripostes des travailleurs.

Après chaque thème débattu en commission, une assemblée générale faisait le point.

Ce fut essentiellement un premier déballage des problèmes (donc limité dans l'ana-

lyse, notamment politique) du fait que de tels débats n'avaient jamais eu lieu, et par le caractère informel de la rencontre.

Nous en reparlerons plus longuement dans notre édition de demain.



«Mini-Lip» Besançon : au cours d'une assemblée générale.

LES TRAVAILLEURS D'ORLANE EN GREVE :

NOUS NE SOMMES PAS DES MOUTONS NOUS IRONS JUSQU' AU BOUT

Dans cette usine orléanaise de «produits de beauté» et parfums, employant 300 personnes, principalement des femmes, la lutte est engagée depuis maintenant plus d'une semaine pour les salaires et les conditions de travail (cf. HR No 353 du 23 octobre). Le comité de grève de l'entreprise vient de nous écrire pour faire le point de la situation et de la façon dont la lutte évolue...

Depuis plus d'une semaine, nous sommes en grève. Et aujourd'hui, nous sommes plus déterminés que jamais à voir triompher nos revendications qui, rappelons-le, sont : 100 F pour tous, 5e semaine de congés payés, obtention du pont du 11 novembre, amélioration des conditions de travail. Nous demandons également que nous soient données des précisions sur l'avenir de l'entreprise.

Depuis le début de la lutte, la direction et le PDG américain du trust auquel appartient Orlane refusent de donner des réponses satisfaisantes et ne consentent à répondre que sur des points secondaires. En particulier, ils se refusent à donner la moindre assurance concernant les augmentations uniformes... Des propositions d'augmentation hiérarchisée ont été faites par le comité d'établissement (CE) alors qu'aucun gréviste ne veut plus entendre parler de ce CE qui s'avère être à la solde de la direction...

En une semaine, nous avons appris à nous organiser. Les expéditions et les réceptions sont bloquées de jour comme de nuit, et nous avons installé des tentes pour monter la garde.

De même le soutien s'organise autour de la grève. Pour permettre qu'il soit le plus large et le plus correct possible, les grévistes ont décidé de créer un comité de soutien. Qui veut nous soutenir peut y adhérer individuellement. Le comité de soutien se place sous la direction du comité de grève comprenant des syndiqués à la CFDT et à FO et des non-syndiqués. Nous nous organisons de cette façon parce que nous tenons à garder la direction de notre grève, et parce que nous voulons empêcher qu'elle soit dénaturée sous prétexte de popularisation. Une caisse de grève a déjà été constituée. D'autre part samedi soir (25 octobre) nous avons organisé une soirée avec orchestre. Une manifestation devait également avoir lieu lundi soir à la porte de l'usine...

Nous ne sommes pas des moutons ! Nous ne céderons pas devant les patrons ! Nous irons jusqu'au bout, jusqu'à satisfaction totale de nos revendications ! Nous appelons tous les travailleurs à populariser notre grève et à nous soutenir financièrement ; les versements peuvent être effectués au compte chèque postal 207 18 La Source avec mention «pour le comité de grève d'Orlane».

Le comité de grève.

LES TRAVAILLEURS UNIS

LUTTENT CONTRE LA REPRESSION

On se souvient de la longue lutte des travailleurs de Garnier contre la réduction du temps de travail à 32 heures avec perte de salaire, et contre tout licenciement (cf. notamment notre édition du 5 février 1975). On se souvient également de l'issue de cette lutte de 6 mois qui, au bout du compte, fut trahie par les dirigeants du faux parti communiste français et de la CGT, descendus de Rennes pour faire leur sale besogne (cf. notamment nos éditions du 3 et du 13 mai 1975). A cause d'eux, plus de 200 travailleurs furent finalement licenciés.

Après les manifestations qu'ils organisèrent en avril, 21 ouvriers de Redon furent inculpés pour la démolition du portail de la sous-préfecture... Un comité de soutien ouvert à tous devait alors être remis en place pour soutenir les travailleurs inculpés et arracher leur acquittement... Mais depuis septembre de nouvelles poursuites ont été engagées.

Mardi 21 octobre, à 8 heures du matin, les flics venaient arrêter chez lui un jeune enseignant membre du comité de soutien. A l'entreprise Garnier, dès qu'elles étaient prévenues, les sections syndicales CGT et CFDT se réunissaient et convoquaient une

assemblée générale des travailleurs pour information.

A 11 heures, à l'assemblée générale, des travailleurs proposent de débrayer immédiatement et de «monter sur la gendarmerie». Quelques délégués CGT, préférant une «démarche à la sous-préfecture, essaient de les en dissuader. Finalement c'est le point de vue des ouvriers qui l'emporte. Et bientôt ils sont tous dehors, en bleus.

Ils vont trouver les gendarmes de Redon, «verts de peur», qui s'empressent d'expliquer qu'ils n'y sont pour rien et que «c'est la P.J.» (police judiciaire)... Dans le même temps, les flics de la P.J. ramènent le jeune enseignant chez lui, par un chemin détourné.*

Les travailleurs de Garnier se dirigent alors vers la sous-préfecture où ils rencontrent le secrétaire du sous-préfet. Ils exigent l'annulation des poursuites et donnent rendez-vous à leur interlocuteur pour la semaine suivante pour voir ce qu'il en est de ses promesses de «reclassement des ouvriers licenciés».

Correspondant HR.

* Divers indices dont la feuille locale éditée par le faux parti communiste français, trouvés à la P.J., tendent à prouver que ce sont les responsables de ce parti eux-mêmes qui ont fourni les renseignements nécessaires à la police sur les soi-disant «responsables» du comité de soutien.

LES TRAVAILLEURS DE LMT SE BATTENT POUR L'AUGMENTATION DE LEURS SALAIRES

Depuis début octobre, sur les chantiers LMT (installation des centraux téléphoniques), les travailleurs sont en lutte.

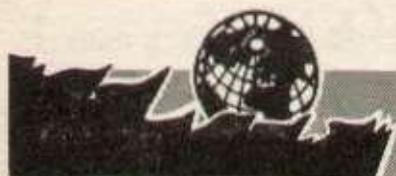
Ils revendiquent entre autres 250 F de plancher, une 5e semaine de congés payés...

Divers mouvements de grève ont eu lieu et une manifestation s'est déroulée le jeudi 16 à Montrouge, siège des installations.

Des assemblées générales régulières décident du déroulement de l'action.

Jeudi 23, une manifestation a eu lieu dans les rues de Boulogne jusque dans l'usine LMT. Malgré l'opposition des révisionnistes, les travailleurs ont ensuite défilé dans les bureaux et les ateliers pour développer la solidarité avec les ouvriers et les employés de l'usine.

Correspondant HR.



L'Espagne après Franco (1)

Au prix d'une féroce répression, qui a coûté la vie à plus d'un million de patriotes et révolutionnaires espagnols, le dictateur Franco avait réussi à maintenir l'Espagne sous la botte fasciste depuis près de 36 ans. Trente-six années au cours desquelles il avait gouverné à coup de lois d'exception, de fusillades contre grévistes et manifestants, de garrots et de pelotons d'exécution. Trente-six années d'une noire misère pour tous les peuples d'Espagne. Trente-six années au cours desquelles les richesses et l'indépendance du pays ont été bradées aux appétits voraces de l'impérialisme yankee. Mais aussi trente-six années de luttes populaires héroïques dans les villes et les campagnes, les usines et les universités.

Avec la fin de Franco le sort de son régime sanglant se trouve posé avec une acuité nouvelle. Pourtant, soucieux de «continuité», il avait, en accord avec ses patrons américains, prévu dans ses moindres détails le mécanisme de la passation des pouvoirs après sa mort. La restauration de la monarchie proclamée après l'assassinat sanglant de la jeune République populaire, il restait à fixer un choix parmi les prétendants au trône. Franco et les chefs de file de son «Movimiento» (le parti fasciste unique) avaient écarté le successeur «légitime», le comte de Barcelone, jugé trop indocile, pour désigner son fils, le prince Juan Carlos.

Durant des années, ils se sont efforcés de lui fabriquer le masque «démocratique»

indispensable pour permettre au régime espagnol de sortir de l'isolement dans lequel ses options ouvertement fascistes le cantonnaient. Est-il besoin de dire que ce masque-là n'a jamais trompé une minute le peuple espagnol ? Il suffit de rappeler que le «démocrate» Juan Carlos a vécu toutes ces années dans l'ombre du vieux dictateur, et que sa voix, pour prendre un exemple tout récent, ne s'est fait entendre lors du récent assassinat des 5 jeunes révolutionnaires espagnols tombés sous les balles des pelotons de Franco, que pour condamner... les manifestations de la colère des peuples d'Europe.

Or il semble que, avant même l'annonce officielle de la mort de Franco, indéfiniment retardée, ce mécanisme successoral soigneusement huilé se soit brusquement dérégulé. Personne ne semble très bien savoir qui exerce actuellement le pouvoir à Madrid, entre Juan Carlos, le gouvernement ou le Conseil de régence. Cette vaine hésitation témoigne de l'âpreté des conflits qui déchirent la bourgeoisie monopoliste espagnole en clans rivaux qui s'affrontent aujourd'hui ouvertement et tentent, soit de maintenir l'Espagne sous la houlette américaine, soit de l'entraîner dans le sillage de l'URSS ou des impérialismes Ouest-européens regroupés dans la Communauté économique européenne.

(A suivre — Demain : L'impérialisme américain et son déclin)

AFRIQUE DU SUD

Les silences du gouvernement français

La commission politique spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU vient d'adopter une résolution proclamant sa responsabilité particulière et celle de la communauté internationale «à l'égard des peuples opprimés de l'Afrique du Sud et de leurs mouvements de libération, ainsi qu'envers les personnes emprisonnées, limitées dans leurs mouvements ou exilées à cause de leurs luttes contre l'apartheid».

La résolution, adoptée par 90 pays, a rencontré onze abstentions, dont celle de la France. Cette attitude n'est pas nouvelle ! Le gouvernement français s'est toujours systématiquement refusé à condamner le régime raciste d'Afrique du Sud qui a fait de «l'apartheid», c'est-à-dire l'exploitation féroce de la population noire par une poignée de colons blancs, sa règle de conduite.

Les monopoles français fournissent des armes aux autorités de Johannesburg, réalistes avec elles de fructueuses affaires et entretiennent d'excellentes relations comme en témoigne la «semaine culturelle franco-sud-africaine» qui vient de s'ouvrir à Pretoria et Johannesburg en présence d'une délégation officielle française.

Ce comportement scandaleux s'inscrit radicalement en faux contre les affirmations du gouvernement français d'améliorer ses liens avec les pays du tiers monde. Ceux-ci sont solidaires de leurs frères africains opprimés par un régime colonial particulièrement odieux et le somment de choisir.

PORTUGAL

Violents incidents dans le sud du pays

Le siège du gouvernement civil de Faro, chef-lieu de la province de l'Algarve, à environ 300 km au Sud de Lisbonne, a été envahi dimanche soir par plusieurs centaines de militants favorables au PCCP, a annoncé la radio portugaise. Les manifestants entendent protester contre le récent remplacement de l'ancien gouverneur, M. Manuel Jose Ramires Fernandes affilié au Mouvement démocrate portugais (MDP), proche du parti de Cunhal, par M. Julio Filipe Carrapato qui serait un sympathisant du Parti socialiste. Le Parti socialiste avait accusé certains gouverneurs civils d'entraver l'action du 6^e gouvernement provisoire.

Les occupants du gouvernement civil ont annoncé la création d'un secrétariat de lutte et l'installation de piquets de surveillance destinés à empêcher le nouveau gouverneur d'exercer ses fonctions.

Plusieurs centaines de sympathisants du Parti socialiste et du Parti populaire démocratique tentèrent, dans la nuit, de prendre les bâtiments d'assaut pour les en déloger. L'intervention d'un détachement du régiment d'infanterie de Faro a été nécessaire pour mettre fin à ces sérieux affrontements et expulser les occupants. Trois cents interpellations ont eu lieu au cours de cette nuit.

La lutte au sein de la bourgeoisie pour le contrôle de l'appareil d'État se poursuit donc de plus belle.

DES NAVIRES DE GUERRE EST-ALLEMANDS TOUT PRES DES CÔTES DANOISES

«Des navires de guerre du Pacte de Varsovie violent presque quotidiennement les eaux territoriales du Danemark», a déclaré samedi à Copenhague le président de la commission parlementaire danoise de la Défense, M. Arne Christiansen.

«La présence de plus en plus fréquente de navires de guerre de la RDA à quelques centaines de mètres des côtes danoises nous irrite sérieusement, nous avons demandé au ministère d'y mettre fin», c'est-à-dire d'interdire aux navires de guerre qui ne traversent pas les détroits de s'approcher à moins de trois milles des côtes, a déclaré pour sa part le représentant d'un organisme dirigeant dans la Défense.

UN REPRÉSENTANT DE L'OUA S'ÉLEVE CONTRE UN NOUVEAU RÉFÉRENDUM A MAYOTTE

Le secrétaire général adjoint de l'OUA, Kamanda Wa Kamanda, a dénoncé dimanche à Nairobi l'intention du secrétaire d'État français aux départements et territoires d'outre-mer, Olivier Stirn, de procéder à une nouvelle consultation des populations de l'île de Mayotte pour savoir si elles désirent être intégrées aux Comores.

«Il s'agit d'une provocation caractérisée, quand on sait que l'archipel des Comores a été reconnu dans son intégralité comme État souverain et indépendant membre de l'OUA et de l'ONU (...) La France, qui nous a habitués à croire qu'elle avait une politique africaine, ne manquera pas, nous en sommes convaincus, de saisir l'importance de cette question et de faire tout ce qui est en son pouvoir pour éviter de se placer à faux vis-à-vis de l'OUA et de l'Afrique».

LA GREVE DES FEMMES LARGEMENT SUIVIE EN ISLANDE

La grève des femmes, organisée à l'appel de toutes les organisations féministes d'Islande pour protester contre les discriminations dans le travail, a connu vendredi un grand succès dans l'ensemble du pays. Très peu de femmes se sont rendues à leur travail.

A Reyjavik, ville qui compte 100 000 habitants, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé à diverses manifestations.

ISRAËL : LES FEDAYINE FRAPPENT A JERUSALEM.

Hier matin tout un quartier de Jérusalem était secoué par le bruit d'une explosion. Une voiture piégée, proche de l'hôtel Eyal, venait d'exploser, faisant 5 blessés dont un grave et de nombreux et importants dégâts matériels à l'hôtel et aux magasins environnants. Malgré l'intensification de la répression contre le peuple palestinien, les sionistes ne peuvent endiguer la lutte armée et, au cœur même d'Israël, vivent dans la peur quotidienne.

En même temps la population palestinienne de Cisjordanie occupée manifestait nettement son refus d'un prétendu «gouvernement civil» imposé par Israël. Tracts et inscriptions sur les murs s'opposent à toute collaboration avec les occupants. A Naplouse, Ramallah et Hébron, des incendies ont été déclenchés «à titre d'avertissement».

Le peuple palestinien des territoires occupés réaffirme ainsi vigoureusement sa détermination à suivre les directives de l'OLP.

EXPANSION SOVIÉTIQUE EN EUROPE DU SUD

L'organe central du Parti communiste chinois, le «Quotidien du peuple», vient de publier un long article sous ce titre, riche d'informations sur l'activité agressive, intense et multiforme, déployée par l'URSS pour développer son influence dans la partie sud de l'Europe.

Il nous a paru important d'en reproduire les extraits suivants. Aujourd'hui, en effet, le Portugal est en butte aux complots subversifs du parti pro-soviétique d'Alvaro Cunhal ; la succession de Franco agite la bourgeoisie espagnole ; l'Italie se débat dans une interminable et profonde crise économique et politique ; la Yougoslavie s'inquiète de son sort après la disparition de Tito et se prépare à résister à toute agression étrangère, principalement venant de l'Est.

Et sur le flanc oriental de l'Europe, Chypre, comme le Moyen-Orient, constituent deux barils de poudre car les deux superpuissances y rivalisent intensément.

Dans notre pays aussi, la ligne politique de Marchais et consorts vise à placer notre pays sous la coupe du social-impérialisme russe.

Les peuples européens doivent être conscients de cette agressivité accrue de l'URSS sur leur continent, et particulièrement sur son flanc sud. Elle est une des manifestations de l'ambition des dirigeants du Kremlin à étendre leur domination sur toute l'Europe, en chassant leurs rivaux américains, même au prix d'une troisième guerre mondiale.

Depuis quelques temps, des nuages de tempête s'amoncellent et obscurcissent le ciel de l'Europe méridionale. Celle-ci est devenue une région qui attire l'attention universelle (...) L'Union soviétique s'évertue à y mener l'infiltration et l'expansion, alors que les États-Unis appréhendent de perdre du terrain. L'Europe méridionale et la région méditerranéenne sont devenues ainsi un théâtre de dispute acharnée entre l'Union soviétique et les États-Unis.

UNE PRÉSENCE MILITAIRE MENAÇANTE

L'intensification de l'expansion militaire en Europe méridionale par les sociaux-impérialistes soviétiques constitue une sérieuse menace dans cette région. Lors de la reprise de la guerre au Moyen-Orient en octobre 1973, on comptait plus de 90 bâtiments soviétiques en Méditerranée. A présent, le nombre en est de 50 à 60. Est-ce que les révisionnistes soviétiques «s'inquiètent» de la paix et de la sécurité en Méditerranée en y déployant bon nombre de bâtiments ? Non. Il s'agit là d'une manifestation typique de la politique de canonnière de l'impérialisme soviétique. Sa présence navale sert d'appui pour son infiltration et son expansion en Europe méridionale. Les manœuvres globales de la marine soviétique organisées en avril dernier comprenaient entre autres des opérations coupant la voie pétrolière de l'Europe occidentale et l'encerclant sur son flanc méridional. Cela a mis à nu les desseins expansionnistes des révisionnistes soviétiques dans cette région.

Pour accélérer leur expansion militaire dans cette région, les révisionnistes soviétiques ont, sous divers prétextes, étendu leurs tentacules aux points-clés stratégiques en Europe méridionale et en Méditerranée. Au début de cette année, des informations en provenance du Portugal officiellement confirmées précisent que l'Union soviétique a demandé au Portugal de fournir un port à sa «flotte de pêche» et de construire une station de ravitaillement en combustible pour sa «flotte marchande».

En même temps, les révisionnistes soviétiques et le bloc du traité de Varsovie sous leur contrôle implantent constamment

des troupes dans les régions frontières bordant les pays balkaniques et entreprennent successivement des manœuvres militaires au nord de la péninsule, faisant peser une menace sur ces pays. De toute évidence ils tentent d'inclure l'ensemble des Balkans dans leur sphère d'influence et d'y établir un «corridor militaire», voie conduisant de l'Europe centrale à l'Adriatique afin de matérialiser la «politique vers le sud» des vieux tsars.

DE PESANTES INGÉRENCES

Les belles phrases sonores des révisionnistes soviétiques sur la «non-ingérence» dans les affaires intérieures des pays sud-européens sont également un monstrueux mensonge, tirant profit de l'agitation sociale et de l'instabilité politique dans certains de ces pays, ils s'immiscent actuellement dans leurs affaires intérieures en soutenant les éléments pro-soviétiques dans l'intention de placer ces pays dans leur sphère d'influence. Au Portugal, appelé «kaléidoscope politique» à l'Ouest, l'ingérence soviétique est flagrante. Brejnev a même clamé sans fard que les événements au Portugal étaient signifiants pour l'ensemble de l'Europe, même pour le monde entier. Ces propos ne font que mettre à nu les ambitions des révisionnistes soviétiques au Portugal.

ET L'ESPIONNAGE A GRANDE ÉCHELLE

Les activités d'espionnage et de subversion soviétiques font rage en Europe

méridionale. Des informations de la presse les révèlent : des émissaires soviétiques s'affairent en Espagne ; le personnel de l'ambassade et de l'organisme commercial soviétiques au Portugal est en partie composé des hommes du KGB, et l'ambassadeur soviétique lui-même est connu pour être agent de renseignements ; plus de 700 agents soviétiques travaillent en Italie sous divers manteaux ; trois groupes de subversion avec arrière-plan soviétique ont été démasqués cette année en Yougoslavie.

MAIS UNE VIGILANCE ACCRUE DES PEUPLES D'EUROPE

Mais, ces manœuvres soviétiques ont mis en garde les Européens. Un nombre croissant de personnes, dit l'hebdomadaire grec «Laikos dromos», voient clairement la vraie nature du social-impérialisme soviétique. Le journal italien «Il popolo» a dénoncé la présence navale soviétique en Méditerranée, disant qu'elle traduit la tentative soviétique de réaliser «l'ancien rêve des tsars», dans le but de «soumettre la Méditerranée, le canal de Suez, les océans Indien et Pacifique à son contrôle direct et complet.» L'Union soviétique veut contrôler «la voie pétrolière partant du golfe Persique à la Méditerranée en passant par le canal de Suez», en d'autres termes, contrôler «la voie impériale de Moscou.»

Pourtant, cette «voie impériale» conduira définitivement à une impasse. Les nouveaux tsars sont condamnés à l'échec.



Les pompiers de Rennes arrêtent la grève, mais CE N'EST QUE PARTIE REMISE

Le corps des sapeurs-pompiers du district urbain de l'agglomération rennaise comprend 175 sapeurs. Le régime de travail est le suivant : 24 h de travail, 24 h de repos, soit en moyenne 84 h par semaine (la législation du travail détermine à 56 h par semaine le nombre d'heures de service pour les métiers dits de permanence, mais les sapeurs-pompiers communaux n'étant pas un métier reconnu, ne font pas partie de cette législation).

Les revendications : droits syndicaux ; réduction du temps de travail (un mois de congés répartis sur les quatre mois d'été et un jour de service, deux jours de repos, soit 56 h par semaine).

Les négociations n'ayant pas abouti, le 1er octobre chaque équipe dans chaque centre de secours se réunit en assemblée et décide de se mettre en grève afin de déterminer l'action. La grève consiste à ne plus effectuer le travail administratif, les interventions étant toujours assurées. Le personnel CFDT considère qu'il est important de faire pression avec la commission de sécurité du district du 8 octobre, la position de la CGT est «qu'il ne faut pas indisposer les patrons», et à l'assemblée générale intersyndicale, durant laquelle le personnel devait voter sur les propositions d'action des deux syndicats, les responsables CGT refusent le vote se sachant minoritaires et font pression sur leurs adhérents : «Les gars CGT qui veulent faire grève, qu'ils la fassent, mais qu'ils ne comptent pas sur nous pour les défendre après». L'assemblée intersyndicale échoue et le personnel CFDT décide seul de continuer l'action. Quelques non-syndiqués et quelques CGT rejoignent la CFDT, ce qui porte à 70 environ le nombre des grévistes. Dans chaque centre de secours il est organisé un comité de grève et des assemblées permanentes.

Le 6 octobre, manifestation dans le centre de la ville avec distribution de tracts. 25 des grévistes en repos participent à cette manifestation, en tenue. Le contact avec la population est positif. La CGT décide de faire une manifestation le 10 octobre afin «de récupérer ses adhérents». Ils en font la proposition à la CFDT où en assemblées il est décidé d'y participer avec certaines réserves. Les «gauchistes» de la première manifestation (qualifiés ainsi par la CGT) décident d'y participer afin de garder l'unité avec la base CGT et proposent de faire un tract commun (refus des responsables CGT). Tous les manifestants accompagnent leurs délégués au bureau du district. Les responsables du district refusent l'entrevue, ne voulant pas discuter sous la pression des travailleurs. L'ensemble des manifestants veut faire une assemblée intersyndicale qui est refusée par les responsables CGT. Chaque syndicat fait donc son assemblée, mais poussée par sa base, la CGT accepte tout de même de faire une demande de rencontre commune avec la CFDT. La CFDT continue la grève jusqu'à la prochaine rencontre avec le district qui a lieu le 17 octobre.

A cette rencontre les patrons jouent sur la division syndicale encore entretenue devant eux par la CGT, et c'est ainsi que les revendications sont loin d'être satisfaites. Si sur les droits syndicaux il y a une certaine avancée positive, la revendication sur la réduction du temps de travail est loin d'être satisfaite.

Le personnel en lutte considère maintenant qu'il faut se battre à la fois contre les patrons et les responsables CGT et juge avec regret qu'il faut mieux arrêter la grève afin de ne pas aller au casse-pipe, et que ce n'est que partie remise.

Un pompier CFDT

HOOVER-FRANCE (DIJON)

1^{ère} lutte : 1^{ère} victoire contre les licenciements

Suite à l'action menée par les travailleurs (piquets de grève, séquestration de quatre directeurs), soutenus par leur section syndicale CFDT, la direction a été amenée à signer une convention comme quoi elle ne procéderait à aucun licenciement pendant au moins 6 mois. Après ces 6 mois, la convention pourra être reconduite une fois de nouveau pour 6 mois.

Mais la direction n'ayant pas donné de perspectives pour l'avenir plus lointain, les travailleurs qui sont de plus en plus mobili-

sés doivent le rester pour faire échec à une nouvelle menace.

D'ailleurs la direction, qui n'a évidemment pas désarmé, va soumettre au comité d'entreprise aujourd'hui la demande de licenciement d'un délégué du personnel CFDT pour «entrave à la liberté du travail, menaces et violences» (lors du piquet de grève du mercredi 15). Les travailleurs sont prêts à défendre ce délégué, car ils savent qu'en fait ce sont eux qui sont attaqués et le droit de grève.

Correspondant HR.

GRIFFET (MARSEILLE)

POUR LA REINTEGRATION DE TOUS LES TRAVAILLEURS

8 mois d'occupation et ça continue

Article fait avec les travailleurs.

Griffet, entreprise de Marseille qui employait 400 ouvriers à la fabrication de grues, a fermé ses portes depuis le début de l'année. Ainsi la crise actuelle que traverse le capitalisme a jeté à la rue 400 travailleurs de plus. Mais chez Griffet, on ne se laisse pas faire : on occupe, on séquestre le patron, on organise des manifestations, on popularise la lutte, et comme chez les Lip on ne manque pas d'imagination : en septembre une délégation de travailleurs a participé à la foire d'Alger. La délégation a profité de son séjour en Algérie pour réparer des grues en panne. Ces échanges mutuels contribuent à renforcer l'amitié entre les peuples.

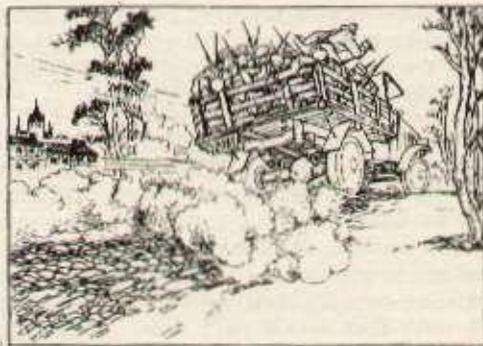
On a vu également les Griffet à la foire de Marseille. La popularisation de leur lutte s'est étendue. En une journée 700 visiteurs ont acheté les autocollants Griffet.

Tout récemment les ouvriers de Griffet ont occupé la Chambre patronale avec la participation de deux autres entreprises de la région en lutte. L'intersyndicale qui regroupe la CFDT et la CGT organise tous les jours des assemblées générales du personnel. Jour et nuit les piquets d'occupation sont en place.

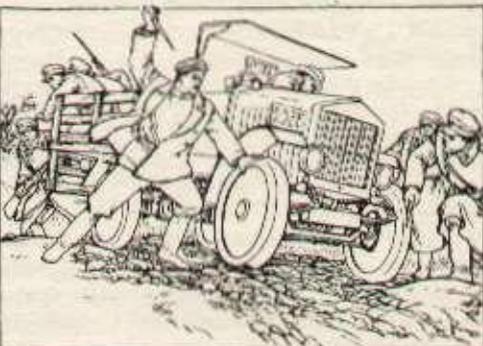
La lutte continue donc malgré les multiples tractations avec différents groupes financiers.

LENINE EN OCTOBRE 1917

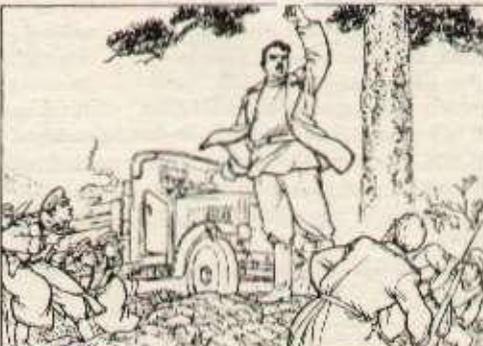
Résumé : Les espions du gouvernement provisoire ont averti leurs chefs de l'endroit où se réfugie Lénine. Mais le camion des militaires chargés d'arrêter Lénine est détourné de sa route par le chauffeur Kolka, qui n'est autre qu'un vieil ouvrier, membre du Parti bolchevik.



83) La voiture accélère vers la banlieue. Le supérieur Kiriline s'en rend compte, il se met à crier : «Arrêtez, arrêtez...» Kolka ne l'écoute pas et continue à avancer. Kiriline sort son pistolet et tire deux coups vers la cabine du conducteur.



84) La voiture s'immobilise, soudain Kolka saute de la cabine du conducteur, il prend un couteau pointu de sa ceinture et crève violemment les pneus. Le lieutenant saute du camion, se jette sur Kolka, mais celui-ci d'un coup de poing l'envoie à terre.



85) Tous les sergents sautent du camion. Kolka successivement fait tomber plusieurs ennemis. Ensuite il crie : «Vive Lénine». Le lieutenant Kiriline tire en hâte plusieurs coups de feu sur Kolka. L'éminent membre du Parti bolchevik Kolka sacrifie sa vie d'une manière grandiose pour protéger Lénine.



86) Le lieutenant Kiriline secoue l'espion pour qu'il reprenne ses esprits et lui demande : «L'adresse ? Réponds, l'adresse, l'adresse ? ...» Il répond en haletant : «Lénine habite au quartier Vyborg, 92 Rue Sampsonievskoïé, 1er étage, porte 4».

Au procès d'une enseignante et d'un journaliste à Rennes :

Le mouvement de solidarité a permis la relaxe

Jeudi 23 octobre, le tribunal de Rennes se prononçait sur l'inculpation pour diffamation d'une enseignante et d'un journaliste de « Ouest-France ». Il a déclaré la procédure de la partie adverse nulle, ce qui équivaut à la relaxe des inculpés. En fait le tribunal a préféré statuer sur la forme plutôt que sur le fond.

Les inculpés étaient attaqués par une inspectrice et trois membres de jury de titularisation à la suite d'un article paru dans « Ouest-France ». L'article relatait le licenciement d'une enseignante stagiaire au CET d'Hennebont (Morbihan) et les réactions de ses collègues et élèves.

Cette enseignante était poursuivie pour avoir déclaré « l'inspection, c'est l'arbitraire, c'est la guillotine » !

Lors du procès qui avait lieu le 25 septembre à Rennes, il ne fut guère difficile de prouver la véracité de ces propos. Cinq enseignants venus témoigner démontrèrent par de nombreux exemples le rôle d'encadrement idéologique et de répression de l'inspection. Ils démontrèrent aussi qu'il était juste d'écrire que « ce professeur était victime de divergences de conceptions pédagogiques avec l'inspection qui masquaient des divergences politiques. »

L'arbitraire du licenciement de ce professeur qui devait être titularisé comme le sont 99,99 % des stagiaires, était flagrant aux yeux de tous. C'est d'ailleurs ce que dénonçaient les 200 enseignants venus manifester à Rennes le 25 septembre, à l'appel du SGEN et du comité Inspection-Répression, et les élèves de l'École normale de St-Brieuc en grève.

La justice n'a pas toléré les slogans qui étaient lancés « Réin-

tégration de notre camarade », « A bas l'inspection... ». L'entrée de la salle d'audience fut bloquée par des cordons de flics.

Il faut noter le refus du SNETP-CGT de s'associer à cette manifestation alors que cette enseignante était syndiquée au SNETP. La CGT se contenta d'envoyer un délégué syndical comme témoin pour ne pas être complètement discréditée. L'intervention de ce délégué se distingua par son réformisme. Alors que tous les témoins demandaient la suppression de l'inspection, courroie de transmission de l'idéologie bourgeoise, le délégué CGT demanda que l'inspection soit réformée. « que les inspecteurs reviennent à leur rôle de conseillers pédagogiques ».

Depuis le licenciement de cette enseignante en juin 1974, l'attitude de la CGT a consisté à la soutenir en paroles tout en faisant circuler des calomnies accusant notre camarade de gauchiste parce qu'elle demandait une action de masse à sa direction syndicale. L'action pour la titularisation de trois autres stagiaires fut elle aussi qualifiée de suicidaire, de provocatrice.

Mais les résultats sont là : la lutte offensive de ces stagiaires a payé. Par contre les négociations et discussions de couloir menées par la CGT pour la titularisation de ce professeur d'Hennebont n'ont pas permis sa réintégration. A travers ces luttes, un certain nombre d'enseignants ont pris conscience de la ligne de trahison de la direction CGT, en particulier les enseignants d'Hennebont. Ceci est un aspect positif. Mais l'objectif de réintégration ne doit pas être abandonné.

Correspondant H.R.

LA RENTE « ACCIDENT DU TRAVAIL » ... OU LES MIETTES DU CAPITAL

Tous les jours la liste des ouvriers assassinés par le capital s'allonge...

Mais ce qui augmente encore le sentiment de révolte des travailleurs, c'est de constater le mépris avec lequel est pris en considération le sort des ouvriers blessés gravement au cours de leur journée. Bien souvent ils ne peuvent reprendre le même poste et sont déclassés.

Lorsqu'un travailleur est victime d'un accident non mortel, le médecin-conseil de la caisse de Sécurité sociale détermine le pourcentage de l'invalidité qui lui-même détermine le montant de la rente accident du travail.

Les pourcentages de l'invalidité déterminent en fait une somme qui est calculée sur le salaire moyen d'une année précédant l'accident. La

rente est annuelle, et fixée tous les trois mois en général.

Or, pour les accidents de travail dont le pourcentage d'invalidité est inférieur à 50 %, la somme qui devrait être versée normalement est divisée par deux. Si, au contraire, l'accident de travail a un pourcentage plus élevé que 50 %, la somme est doublée.

Prenons un cas concret : un ouvrier a une invalidité estimée à 51 %, il touchera 102 % de son salaire moyen.

Mais dans les faits, rares sont les médecins qui déterminent un taux supérieur à 50 %. Résultat : le patron responsable de l'accident peut continuer à exploiter les travailleurs dans les mêmes conditions qu'auparavant, tandis que l'ouvrier blessé qui produit les richesses est réduit à toucher un salaire de mendiant.

La crise du logement atteint particulièrement les travailleurs immigrés

Les HLM recevaient, il y a quelque temps, des circulaires leur demandant de ne pas tenir compte de la nationalité d'une famille pour établir un caractère de priorité dans l'obtention d'un logement. Cette demande fut appliquée à la lettre et cela ne posa pas de difficultés puisqu'il existait de nombreux appartements vacants.

Une grave erreur a toutefois été commise. Si les travailleurs étrangers étaient, eux, sensibilisés aux coutumes de vie françaises, les femmes et les enfants, nouvellement arrivés, s'en sont tenus à suivre le mode de vie qu'ils avaient toujours connu. Dans de très petits appartements, se retrouvaient régulièrement des nationalités turques ou maghrébines.

La fête qui tient une place importante dans ces peuples n'entraîne que cris et indignation de voisins autochtones. D'un côté comme de l'autre, les disputes naquirent pour se transformer dans certains cas en racisme, alors que le véritable motif était dû à l'incompréhension et à la méconnaissance de leurs mœurs mutuelles.

Au lieu de donner des explications, des informations, des conseils pour pallier ces problèmes, qui après quelques discussions disparaissent, les HLM ont tout simplement décidé de ne plus céder de logement aux familles turques ou maghrébines dans certains quartiers, notamment les plus désirés par eux.

La crise du logement touche déjà gravement les travailleurs. Le manque de logement ne permet presque plus de choisir un appartement proche des villes, proche du lieu de travail et a fait progresser le montant des loyers à des allures vertigineuses. Cela grève sérieusement les bien minces budgets.

Toutefois, le problème se pose de façon dramatique pour le travailleur immigré qui veut faire venir sa famille en France. Il est en effet obligé de louer un appartement correct. Or comment trouver ce logement maintenant, lorsque l'on est refusé dans les quartiers où les loyers sont moyennement élevés ? Leur maigre salaire les pousse vers les taudis et dans la majorité des cas cela entraîne le refus d'introduction de la famille. Les plus « malins », dit-on, habitent des lieux où les prix sont très élevés, le temps de la procédure d'introduction puis les quittent ensuite pour habiter les vieux quartiers insalubres (remarque faite par les agences qui menacent de leur fermer leurs portes. Dans la réalité, elles sont fermées depuis belle lurette).

La dernière nouveauté de la politique du logement consistait à rénover les vieux quartiers pour offrir d'autres solutions. Intention louable, à première écoute. Elle cache pourtant un but bien éloigné de celui qu'elle présente : améliorer les conditions d'habitat des travailleurs étrangers. En fait, elle ne vise qu'à mieux exploiter les étrangers. A partir d'ancien F5, F6 (correspondant aux besoins de ces familles souvent nombreuses), on crée avec une grosse couche de peinture cachant mal la saleté et les murs délabrés, 5 ou 6 toutes petites chambres que l'on loue à 5 ou 6 travailleurs à des prix exorbitants.

Les 0,2 % (part du budget de l'État pour l'amélioration des conditions de vie des étrangers) dont on nous rebat les oreilles en leur donnant un caractère humanitaire, nous font en réalité courir vers les taudis nouveaux et mieux cachés.

Correspondance

A METZ, ON EMPRISONNE

UN TRAVAILLEUR IMMIGRÉ SANS AUCUNE PREUVE

Dernièrement, un travailleur immigré a été odieusement calomnié. Se promenant dans la rue, après avoir passé l'après-midi chez un ami, il a été désigné par une jeune femme comme étant son agresseur et sur le champ embarqué par la police vers le commissariat.

Les plaintes de la jeune femme furent d'abord entendues. Ne sachant s'exprimer en français, l'ouvrier ne put se défendre par la suite. Il ne put que crier dans sa langue maternelle qu'on lui expliquait ce qui lui arrivait, de quoi on l'accusait.

Comme on ne le comprit point et que l'on ne prit pas la peine de le faire, il fut emprisonné. Il fut libre en échange d'une caution de 2 000 F.

Toutes les personnes ayant pris connaissance de cette affaire se sentirent bien obligées d'avouer qu'aucune preuve n'était avancée qui prouvait la culpabilité de l'accusé, de nationalité turque. De toute façon, quelque soit la part de vérité qu'aurait pu comporter cette accusation, elle ne peut nous amener qu'à dire que la justice française est une justice bourgeoise. Ce cas n'est pas un scandale, il n'est pas particulier, il est dans la logique même de notre système capitaliste.

On emprisonne un homme sans l'avoir compris. D'abord parce qu'il est étranger. Également par sa condition ouvrière. Quelle importance, un ouvrier en prison !

Une lectrice



Qu'est-ce que le comité unitaire de solidarité avec les peuples d'Espagne ?

POURQUOI ET COMMENT SOUTENIR LA LUTTE DES PEUPLES D'ESPAGNE ?

Depuis l'instauration du régime franquiste en 1939 par les armées de Hitler et Mussolini, par l'aide économique des impérialistes américains et la neutralité bienveillante des pseudo-démocraties occidentales, la nuit fasciste a toujours pesé sur les peuples d'Espagne.

L'Espagne en 1975, c'est toujours la même dictature, la même oligarchie qui, après s'être vendue au nazi-fascisme, s'est vendue à l'impérialisme yankee pour se maintenir au pouvoir.

L'Espagne de 1975, c'est toujours celle des exécutions sommaires au petit jour, des milliers de patriotes et de révolutionnaires emprisonnés, torturés, des manifestations réprimées sauvagement par les tirs de la Garde civile et de la police armée selon les méthodes de la Gestapo ; c'est aussi l'inexistence totale des moindres droits politiques et syndicaux pour le peuple.

Mais l'Espagne d'aujourd'hui, c'est aussi le combat révolutionnaire, à l'avant-garde duquel se trouve le FRAP.

Ce sont les masses populaires qui se battent à mort contre la dictature, contre la monarchie, contre toutes les solutions visant à assurer la continuité du franquisme sans Franco, en opposant la violence révolutionnaire de masse à la terreur fasciste, en rejetant avec haine et mépris les manœuvres et intrigues des éléments et forces traîtres comme la Junte «démocratique» et la Convergence démocratique tentent de passer avec le fascisme. Le combat aujourd'hui se mène sur le mot d'ordre suivant :

Ni Franco, ni yankees, ni roi, ni Junte, République populaire.

Et c'est ce combat que les peuples du monde et plus particulièrement le peuple de France que de nombreux liens unissent aux peuples frères d'Espagne, doivent soutenir comme ils avaient soutenu la République dans les Brigades internationales.

Aujourd'hui les différents comités de soutien et sociétés d'amitié avec la lutte des peuples d'Espagne ont décidé de se réunir par souci d'efficacité dans une organisation internationale qui sera capable de coordonner et d'amplifier le soutien à l'Espagne et à son avant-garde : le FRAP. Le CERAP s'est inclus dans cette nouvelle organisation : le Comité unitaire de solidarité avec les peuples d'Espagne, dont l'expression en France seront les comités France-Espagne.

POURQUOI SEREZ-VOUS A HENDAYE ?

Nous participerons le 1er novembre à la marche sur Hendaye car nous voulons appuyer le combat révolutionnaire en Espagne, en apportant notre soutien au FRAP et à l'ETA, en dénonçant les allégations mensongères de la presse y compris celle du parti de M. Marchais présentant nos camarades du FRAP et de l'ETA comme des extrémistes et des terroristes coupés des masses.

Nous appelons donc les démocrates, antifascistes et révolutionnaires français à manifester dans nos rangs sur les mots d'ordre suivants :

- *En Espagne, ni roi, ni yankees, ni Junte, République populaire !*
- *Franco, Juan Carlos assassins, Giscard Ponia complices !*
- *Touristes complices du fascisme !*
- *FRAP, FRAP, FRAP, guerre populaire !*
- *FRAP, FRAP, FRAP, République populaire !*
- *Peuples du monde, peuples d'Espagne, solidarité !*
- *Peuple de France, peuple d'Espagne, solidarité !*

Inscriptions : CERAP
45, rue Dunois - 75013 Paris.
mardi, mercredi, de 18 à 20 h
Prix : 100 F (aller-retour).

QUELQUES PRÉCISIONS A PROPOS DE LA MARCHÉ SUR HENDAYE

A la suite de l'article que nous avons publié dans notre édition du 25-10-75 et qui exposait notre point de vue à propos de la marche sur Hendaye, des lecteurs et camarades nous ont demandé de préciser notre position. Rappelons-la.
Seuls nos camarades et lecteurs du Sud-Ouest de la France sont appelés à y participer en nombre pour soutenir le FRAP et faire connaître son action en Espagne. Nous n'appelons pas l'ensemble de nos camarades du reste de la France à y participer.

Mais, bien entendu, là où nos camarades estimeront que leur présence à Hendaye sera utile pour développer le soutien avec la lutte révolutionnaire des peuples d'Espagne, ils s'y rendront. C'est vrai notamment là où il apparaîtra qu'existe un courant dans les masses (les travailleurs en particulier) pour être présent à Hendaye.

POUR UN PARTI MARXISTE-LÉNINISTE UNIQUE EN FRANCE

Nous publions cette lettre d'un lecteur de Marseille car elle illustre parfaitement la nécessité urgente du parti marxiste-léniniste unique.

Chers camarades,

Sans cacher mon appartenance politique à l'HR, j'ai été invité par deux militants du P«C»F, très ouverts à la discussion, à assister à une réunion de cellule de leur parti.

J'insisterais sur un point du sévère débat opposé par le secrétaire de section présent à cette réunion. Après avoir feint au début de ne pas connaître HR, il finit par attaquer les marxistes-léninistes en soulignant qu'ils sont divisés et minoritaires et en fournissant comme preuve le fait qu'ils ont deux journaux quotidiens.

Ce monsieur a raison : l'intérêt des dirigeants du P«C»F réside dans la division des forces se réclamant du marxisme-léninisme. Les intérêts de classe du prolétariat résident dans un Parti marxiste-léniniste unique assurant avec toujours plus de détermination son rôle d'avant-garde des masses laborieuses.

L'unification est la grande peur des dirigeants du P«C»F, voilà ce que j'ai déduit de cette réunion de cellule à laquelle j'ai assisté, et voilà ce que je tenais à vous faire savoir.

Salutations fraternelles.

Un lecteur de Marseille.

La brochure de la collection «Tiers monde en lutte»

«PALESTINE, GUERRE DU PEUPLE»

est sortie. Cette brochure publie le texte d'un reportage effectué par des rédacteurs de l'Humanité Rouge au Liban l'été dernier. Le texte est signé André Colère ; il y a douze pages de photos publiées en dossier au centre de la brochure.

Se procurer cet outil tout à fait précieux pour connaître, faire connaître et soutenir la cause palestinienne :

aux Editions du Centenaire
24 rue Philippe-de-Girard
75010 Paris
aux librairies

Les Herbes Sauvages
70, rue de Belleville
75020 Paris

La Force du Livre
33, rue René Leynaud
69001 Lyon

Prix : 5,50 F.



BULLETIN D'ABONNEMENT (ÉCRIRE EN MAJUSCULES LA TOTALITÉ DU BULLETIN)

NOM

PRENOM

ADRESSE

	Pls ouvert	<input type="checkbox"/> 32 F	Pls fermé	<input type="checkbox"/> 60 F
1 mois		<input type="checkbox"/> 95 F		<input type="checkbox"/> 180 F
3 mois		<input type="checkbox"/> 190 F		<input type="checkbox"/> 360 F
6 mois		<input type="checkbox"/> 300 F		<input type="checkbox"/> 500 F
Soutien				

CCP : L'HUMANITE ROUGE N° 30 226-72 - La Source

P«C» - PS, La course aux municipalités

P«C» et PS se préparent aux prochaines élections municipales. Et leur préparation est l'occasion de l'aiguillage des contradictions existant entre eux. Les dirigeants du P«C»F voudraient obliger le PS à présenter des listes communes dans toutes les villes de plus de 30 000 habitants. C'est là évidemment pour eux le moyen rêvé de s'installer dans les conseils municipaux de grandes villes contrôlées par le PS avec jusqu'ici l'appui de politiciens dits «centristes».

Si cette exigence répond aux intérêts du P«C»F, elle ne répond nullement à ceux du PS. En quel honneur, avec quel profit, un PS en pleine ascension électorale, ferait-il ce cadeau à un P«C»F qui, lui, connaît un recul électoral ?

Defferre a clairement répondu non à ses «camarades» du P«C»F comme il dit. Lundi encore à la radio il déclarait : «En l'état actuel de la situation, jusqu'aux prochaines élections municipales, je n'ai pas l'intention de changer de majorité municipale.»

Les exigences du P«C»F ont beau être martelées, les faits sont là : le rapport de force ne lui permettra pas de les faire aboutir. Et que pourront faire les dirigeants du P«C»F ? S'ils allaient jusqu'au bout de leur attitude, il leur faudrait annoncer qu'ils rampent l'«Union de la gauche». Ce qu'ils ne peuvent faire. Mais, en ne le faisant pas, ils sembleront céder au PS et essuieront ainsi une nouvelle défaite. Voilà qui illustre encore l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui le P«C»F.

Cette course aux municipalités met à jour le vrai visage de ce qu'on appelle toujours l'«Union de la gauche». Elle repose sur les rapports de force entre deux partis, dont les dirigeants n'aspirent qu'à s'installer aux postes de direction du capitalisme. Les dirigeants du P«C»F jouent aujourd'hui les indignés parce que dans telle ou telle ville le PS est allié à des politiciens ouvertement réactionnaires. Comme s'il s'agissait là d'une nouveauté qu'ils ignoraient aux temps de la signature du «Programme commun». Alors, ils ne faisaient pas la fine bouche...

LILLE: LES DESSOUS DE "L'UNION DE LA GAUCHE"

Début septembre les chefs du P«C»F du Nord multiplient les déclarations et les conférences de presse contre Mauroy, maire de Lille et un des principaux dirigeants du PS. Parallèlement, le syndicat CGT des travailleurs municipaux (qui végétait depuis des années) lance un vaste mouvement revendicatif dirigé directement contre l'administration municipale. La CGT demande des augmentations de salaire, revendication tout à fait justifiée. A son initiative, des mouvements de grève se développent chez les employés des théâtres et d'autres travailleurs municipaux. Mais elle en profite pour critiquer les «méthodes de patron de choc» de Mauroy. Elle l'accuse de favoriser un «syndicat-maison» pour diviser les travailleurs municipaux (il s'agit de FO, qui est largement majoritaire dans ce secteur). Enfin, les dirigeants CGT dénoncent «l'alliance scandaleuse» de Mauroy avec ses «forces réactionnaires» dans le conseil municipal.

Voilà où git le lièvre ! Depuis toujours les maires socialistes des grandes villes du Nord préfèrent s'allier avec des «centristes» et des «indépendants» plus ou moins giscardiens. Et ils ne tiennent pas du tout à abandonner leurs vieux alliés pour donner une part du gâteau aux notables du P«C»F. A l'approche des élections municipales, les faux communistes commencent à s'affoler.

Dans sa dernière conférence de presse, Gustave Ansart, membre du Bureau politi-

que du P«C»F, accuse déjà le maire de Lille de vouloir soutenir «un futur gouvernement qui ne s'engagerait pas dans la voie de changements fondamentaux». Très inquiet, Ansart se déclare officiellement «prêt à ouvrir avec M. Mauroy un débat sur les listes municipales dans les grandes villes du Nord, et aussi sur la question des libertés»...

Il est clair que les responsables du P«C»F se soucient comme d'une guigne des justes revendications des travailleurs municipaux ! Les «méthodes de patron de choc» de la mairie, l'appui constant qu'elle accorde à FO, tout ceci dure depuis des années. Dans la période de «flirt» avec le PS, en 1972-73, la CGT et le P«C»F se gardaient soigneusement de critiquer la gestion et les «méthodes» de Mauroy... Si le maire socialiste refuse le «grand débat public» proposé par Ansart, la CGT tentera d'utiliser encore plus largement les travailleurs contre la municipalité. Déjà, après la grève des employés des théâtres municipaux, son action s'étend à d'autres catégories de travailleurs (jardiniers de la ville, gardiens, etc.). Mais si Mauroy accepte le «débat» et concède quelques «garanties» aux dirigeants du P«C»F, nul doute que ceux-ci s'efforceront alors de freiner l'action des travailleurs et lécheront à nouveau les bottes du maire. Pour eux, les travailleurs ne sont que des pions qu'ils tentent de manipuler pour servir leurs intrigues électorales ou autres.

ROME : L'URSS MENDIE LES CAPITAUX ITALIENS

Un accord financier a été signé lundi soir à Rome entre les ministres soviétique et italien du Commerce extérieur : l'Italie accorde un crédit bancaire de 900 millions de dollars à l'URSS pour l'achat d'usines «clefs en main» et de matériel industriel italien. Ainsi la superpuissance russe qui consacre 40 % de son budget à son armement et à ses divers préparatifs de guerre, cette superpuissance qui prétend édifier le communisme est aujourd'hui obligée d'aller mendier les capitaux étrangers pour s'industrialiser. Du temps de Lénine et de Staline de telles choses ne s'étaient jamais produites.

L'accord signé lundi soir prévoit un crédit au taux de 7,55 % remboursable en huit ans. Qui paiera les intérêts ? Les travailleurs

d'URSS. Qui profitera ? La nouvelle bourgeoisie qui mène une vie luxueuse et se paie des «datchas» à la campagne.

Quant aux capitalistes italiens, attirés par de gros profits, ils signent des accords contrairement aux intérêts de l'indépendance nationale du pays. Ces accords entraînent en effet une dépendance accrue vis-à-vis du social-impérialisme russe. Si la classe dirigeante a des intérêts importants à défendre en URSS il est évident qu'elle subira plus facilement les pressions diverses de Brejnev et Cie. Ce n'est pas pour rien que le cheval de bataille des faux communistes des partis d'Europe de l'Ouest, c'est la coopération économique avec l'URSS comme «remède à la crise» !

COMSIP-RUEIL : LA POLICE INTERVIENT CONTRE LES GRÉVISTES

Lundi matin à 5 heures, 8 cars de CRS ont évacué le siège de la Comsip à Rueil où les grévistes luttent depuis 18 jours contre 750 licenciements.

L'encercllement de l'entreprise a rendu impossible tout secours des travailleurs de Rueil mobilisés depuis deux jours à l'appel de la section CFDT de la Comsip.

En raison du rapport de force, l'évacuation s'est faite sans résistance. Des délégués des entreprises de Rueil se sont rendus depuis lundi matin à l'usine occupée par la police.

Une manifestation organisée par les UD s'est dirigée lundi après-midi vers la Comsip.

LIBAN : LA POPULATION ASPIRE A L'UNITÉ NATIONALE

Les combats continuent à faire rage à Beyrouth, la capitale du Liban, entre les Phalangistes de Pierre Gemayel et groupes de «gauche» de Kamal Joublatt. «Ça tire de partout et il est difficile de savoir d'où ça vient», c'est ce que disent les habitants de la ville. Les rafales d'armes automatiques, les tirs de roquettes et de mortier, les explosions se font entendre sans arrêt dans la ville et la plupart des rues sont dangereuses. La population de certains quartiers n'ose plus sortir et la paralysie économique de la capitale est totale.

Aussi l'aspiration à l'unité nationale se développe-t-elle avec force parmi les habitants. 600 d'entre eux ont d'ailleurs osé manifester dans les rues de la ville pour exiger le rétablissement de la paix civile et de l'unité nationale.

Selon certaines informations, les dirigeants libanais établiraient actuellement des contacts avec la Syrie et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) afin de parvenir ensemble à convaincre les groupes armés qui s'affrontent, de cesser les combats.

SAHARA OCCIDENTAL : LE PRÉSIDENT BOUMÉDIENE RÉAFFIRME LA POSITION DE L'ALGÉRIE

Alger, 28 octobre

Le président Houari Boumediene, a réaffirmé lundi à M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, la position de l'Algérie en faveur de l'autodétermination du Sahara occidental.

Le président Boumediene, indique l'agence «Algérie presse services», affirme à M. Waldheim, que «la politique qui vise à imposer les solutions par la force n'est pas celle qui met fin à la détérioration et assure la stabilité et la paix». Il a encore réaffirmé que «la seule solution à la question du Sahara occidental, dans l'optique de l'Algérie, passe par les Nations unies qui représentent l'opinion internationale».

L'agence Algérie presse service (APS) avait d'ailleurs souligné lundi matin que l'Algérie «a fait siennes la cause du Vietnam combattant, la décolonisation de l'Afrique ou la libération de la Palestine et n'est pas moins motivée aujourd'hui pour assumer son devoir patriotique et internationaliste envers le peuple frère sahraoui. Cette tâche incombe à tous les Etats et forces démocratiques épris de justice, de paix et de bonne volonté.»